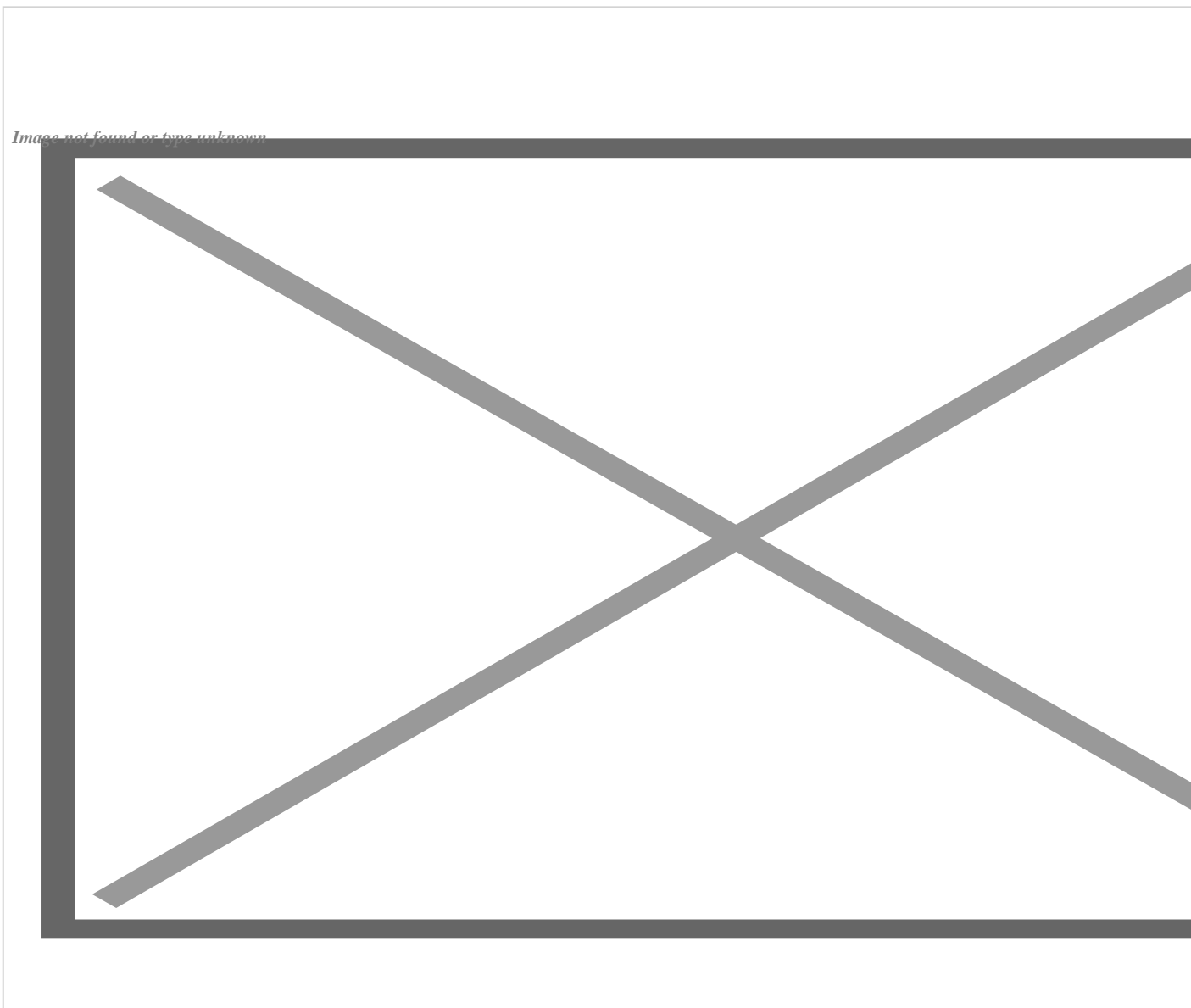


La Bolivie n'accepte pas la résolution du Parlement Européen sur Áñez



LA Paz, 7 mai (RHC) Jeudi dernier, une étroite majorité des députés a condamné l'arrestation de Jeanine Áñez, ex-présidente de facto de la Bolivie. Elle a appelé les autorités boliviennes à retirer les charges présentées contre elle et à libérer deux de ses ministres et d'autres fonctionnaires emprisonnés.

En réaction, la Chambre des Sénateurs de Bolivie a adopté ce jeudi une déclaration dans laquelle elle déclare "son rejet catégorique de l'intervention interventionniste et de l'ingérence" du Parlement

Européen. En outre, il demande aux États membres de l'Union européenne (UE) "d'enquêter, d'évaluer et de reconduire" le rôle des diplomates du bloc communautaire dans l'émergence des conflits et des bouleversements sociaux de 2019, qui ont permis un coup d'État dans le pays andin.

Les sénateurs boliviens ont également exigé des Vingt-Sept "le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'autodétermination du peuple bolivien".

La police bolivienne a arrêté le 13 mars dernier Áñez et quatre de ses collaborateurs, après que le parquet de Bolivie eut demandé leur arrestation afin de répondre de délits de sédition, terrorisme et charges liées au coup d'État de 2019 contre le président de l'époque, Evo Morales.

L'ex-présidente de facto est actuellement détenue au Centre d'orientation féminine d'Obrajes. Récemment, la Chambre des sénateurs de Bolivie a porté plainte contre Áñez pour plusieurs délits, notamment la sédition et le complot commis alors qu'elle était au pouvoir.

Source HispanTV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/256563-la-bolivie-naccepte-pas-la-resolution-du-parlement-europeen-sur-anez>



Radio Habana Cuba